



## Bons baisers (taliban) de Russie

Les puissances d'Asie ont lâché une bombe afghane à Moscou aujourd'hui : « La reconstruction du pays doit être payée par ses occupants militaires depuis 20 ans ».

Par [Pepe Escobar](#)

Mondialisation.ca, 03 novembre 2021

Région : [Asie](#), [Russie et CEI](#)

Thème: [Histoire et Géopolitique](#), [Services de renseignements](#)

Analyses: [AFGHANISTAN](#)

Face à des attentes élevées, un groupe de cinq Taliban a finalement fait son show à Moscou. Pourtant, la star du spectacle, comme on pouvait s'y attendre, était le Mick Jagger de la géopolitique : le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov.

Dès le début, Lavrov a [donné le ton](#) des consultations du format de Moscou, qui ont le mérite d' « unir l'Afghanistan à tous les pays voisins ». Sans hésiter, il a abordé la question de l'éléphant américain dans la pièce – ou de son absence : « Nos collègues américains ont choisi de ne pas participer », en fait « pour la deuxième fois, en se soustrayant à une rencontre de la troïka élargie ».

Washington a invoqué de vagues « raisons logistiques » pour justifier son absence.

La troïka, qui avait l'habitude de se réunir à Doha, est composée de la Russie, des États-Unis, de la Chine et du Pakistan. La troïka élargie qui s'est réunie à Moscou cette semaine comprenait la Russie, la Chine, l'Inde, l'Iran, le Pakistan et les cinq « stans » d'Asie centrale. Il s'agissait donc en substance d'une réunion de l'Organisation de Coopération de Shanghai (OCS), au plus haut niveau.

La présentation de Lavrov s'est essentiellement articulée autour des thèmes soulignés dans la récente déclaration de Douchanbé de l'OCS : L'Afghanistan doit être un « État indépendant, neutre, uni, démocratique et pacifique, libéré du terrorisme, de la guerre et de la drogue » et doté d'un gouvernement inclusif « composé de représentants de tous les groupes ethniques, religieux et politiques ».

La [déclaration commune](#) publiée à l'issue de la réunion n'a peut-être pas été d'un grand suspense. Mais, juste à la fin, le paragraphe 9 offre la véritable bombe :

« Les parties ont proposé de lancer une initiative collective pour convoquer une conférence internationale des donateurs sous les auspices des Nations unies dès que possible, étant entendu que la charge principale de la reconstruction économique et financière et du développement de l'Afghanistan après le conflit doit être assumée par les acteurs ayant eu une présence militaire dans le pays au cours des 20 dernières années ».

L'Occident fera valoir qu'une sorte de conférence des donateurs a déjà eu lieu : le sommet spécial du G20, organisé par vidéoconférence plus tôt en octobre, auquel participait le

secrétaire général des Nations unies, Antonio Guterres. Puis, la semaine dernière, on a beaucoup parlé d'une promesse européenne d'un milliard d'euros d'aide humanitaire, qui, en l'état, reste extrêmement vague, sans détails concrets.

Lors du G20, les diplomates européens ont admis, à huis clos, que le principal désaccord résidait dans le fait que l'Occident « *veut dire aux Taliban comment gérer leur pays et comment traiter les femmes* » comme conditions nécessaires en échange d'une certaine aide, alors que la Russie et la Chine suivent leur principe de politique étrangère de non-ingérence.

Les voisins de l'Afghanistan, l'Iran et le Pakistan, n'ont pas été invités au G20, ce qui est absurde. La question se pose de savoir si le G20 officiel, qui se tiendra à Rome les 30 et 31 octobre, abordera également la question de l'Afghanistan en même temps que les thèmes principaux : le changement climatique, le Covid-19 et une reprise économique mondiale encore insaisissable.

### **Pas d'États-Unis en Asie centrale**

Le format de Moscou, comme l'a dûment souligné Lavrov, reste donc le forum à privilégier lorsqu'il s'agit de relever les graves défis de l'Afghanistan.

Nous en arrivons maintenant à l'essentiel. L'idée selon laquelle la reconstruction économique et financière de l'Afghanistan devrait être menée principalement par l'ancien occupant impérial et ses sous-fifres de l'OTAN – pudiquement appelés « *acteurs ayant eu une présence militaire* » – est vouée à l'échec.

Les États-Unis ne sont pas des bâtisseurs de nations, comme le sait par expérience l'ensemble du Sud global. Même débloquer les près de 10 milliards de dollars de la Banque centrale afghane, confisqués par Washington, ne sera pas chose aisée. Le FMI a prédit que sans aide étrangère, l'économie afghane pourrait se contracter de 30%.

Les Taliban, dirigés par le second premier ministre Abdul Salam Hanafi, ont tenté de [faire bonne figure](#). Hanafi a fait valoir que le gouvernement intérimaire actuel est déjà inclusif : après tout, plus de 500 000 employés de l'ancienne administration ont conservé leur emploi.

Mais une fois de plus, de nombreux détails précieux ont été perdus dans la traduction, et les Taliban n'avaient pas de figure de proue capable de capter l'imagination eurasiatique. Le mystère persiste : où est le mollah Baradar ?

Baradar, qui dirigeait le bureau politique à Doha, était largement pressenti pour être le visage des Taliban aux yeux du monde extérieur après la prise de Kaboul par le groupe le 15 août. Il a été, en fait, mis sur la touche.

Le contexte du format de Moscou offre cependant quelques pépites. Il n'y a pas eu de fuites, mais les diplomates ont laissé entendre que la situation était tendue. La Russie a dû jouer les médiateurs prudents, notamment lorsqu'il s'est agi de répondre aux doléances de l'Inde et aux préoccupations du Tadjikistan.

Tout le monde savait que la Russie – et tous les autres acteurs – ne reconnaîtrait pas les Taliban comme le nouveau gouvernement afghan, du moins pas encore. Mais là n'est pas la question. Il s'agissait une fois de plus de faire comprendre aux dirigeants des Taliban qu'ils

ne devaient pas servir de refuge à des organisations djihadistes susceptibles d'attaquer « *des pays tiers, en particulier les voisins* », comme l'a souligné Lavrov.

Lorsque le président Poutine annonce publiquement qu'il y a au moins 2000 djihadistes de l'EI-K dans le nord de l'Afghanistan, cela signifie que les services de renseignement russes savent exactement où ils se trouvent et ont les moyens de les éliminer si les Taliban signalent qu'ils ont besoin d'aide.

Comparez maintenant cette situation à celle de l'OTAN qui, tout juste après sa grande humiliation en Afghanistan, organise un sommet des ministres de la Défense à Bruxelles jeudi et vendredi pour faire la leçon aux Taliban. Le secrétaire général de l'OTAN, le spectaculairement médiocre Jens Stoltenberg, insiste sur le fait que « *les Taliban sont responsables devant l'OTAN* » de la lutte contre le terrorisme et des droits de l'homme.

Comme si cela n'était pas assez insignifiant, ce qui importe vraiment – en tant que toile de fond du format de Moscou – c'est la façon dont les Russes ont catégoriquement refusé la demande des États-Unis de déployer leur appareil de renseignement quelque part en Asie centrale, en théorie, pour surveiller l'Afghanistan.

Ils voulaient d'abord une base militaire « temporaire » en Ouzbékistan ou au Tadjikistan : Poutine et Biden en ont discuté au sommet de Genève. Poutine a contre-proposé, à moitié en plaisantant, d'accueillir les Américains dans une base russe, probablement au Tadjikistan. Moscou a joyeusement joué le jeu pendant quelques semaines pour arriver à une conclusion inébranlable : il n'y a pas de place pour les manigances américaines en matière de « contre-terrorisme » en Asie centrale.

Pour résumer, Lavrov s'est montré extrêmement conciliant à Moscou. Il a souligné que les participants au format de Moscou prévoient d'utiliser toutes les possibilités d' « inclusion » des Taliban par le biais de plusieurs organismes multilatéraux, tels que l'ONU, l'OCS – où l'Afghanistan est un pays observateur – et, surtout, l'Organisation du Traité de Sécurité collective (OTSC), qui est une alliance militaire.

Autant de niveaux d' « inclusion » en perspective. L'aide humanitaire des pays de l'OCS comme le Pakistan, la Russie et la Chine est en route. La dernière chose dont les Taliban ont besoin, c'est de rendre des comptes à une OTAN sans cervelle.

**Pepe Escobar**

Article original en anglais :



**[From Russia, with \(Taliban\) Love](#)**

L'article en anglais a été publié initialement par [The Cradle](#), le 21 octobre 2021.

Traduit par [Réseau International](#)

Articles Par : [Pepe Escobar](#)

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)